



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

ECA/40/17/REPORT

RAPPORT

Quarantième session de la Commission européenne d'agriculture

Budapest (Hongrie)
27-28 septembre 2017

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mv133

Les précédentes sessions de la Commission européenne d'agriculture (dénommée Comité européen de technologie agricole de 1949 à 1952 et Comité européen de l'agriculture jusqu'en 1956) ont eu lieu aux dates suivantes:

1. Réunion préparatoire	Paris, 27-28 juin 1949
2. Première session	Rome, 26-30 septembre 1949
3. Deuxième session	Genève, 27-30 mars 1950
4. Troisième session	Rome, 25-28 juin 1951
5. Quatrième session	Rome, 3-6 juin 1952
6. Cinquième session	Rome, 26-29 mai 1953
7. Sixième session	Rome, 14-18 juin 1954
8. Septième session	Rome, 20-24 juin 1955
9. Huitième session	Rome, 7-11 mai 1956
10. Neuvième session	Rome, 17-21 juin 1957
11. Dixième session	Rome, 19-23 mai 1958
12. Onzième session	Rome, 25-29 mai 1959
13. Douzième session	Rome, 15-19 mai 1961
14. Treizième session	Rome, 13-18 mai 1963
15. Quatorzième session	Rome, 17-21 mai 1965
16. Quinzième session	Rome, 15-20 mai 1967
17. Seizième session	Rome, 23-26 octobre 1968
18. Dix-septième session	Rome, 7-11 septembre 1970
19. Dix-huitième session	Rome, 8-12 mai 1972
20. Dix-neuvième session	Rome, 17-21 juin 1974
21. Vingtième session	Rome, 17-23 juin 1976
22. Vingt et unième session	Rome, 19-23 juin 1978
23. Vingt-deuxième session	Rome, 23-27 juin 1980
24. Vingt-troisième session	Rome, 21-25 juin 1982
25. Vingt-quatrième session	Innsbruck (Autriche), 18-22 juin 1984
26. Vingt-cinquième session	Chania (Grèce), 8-12 juin 1987
27. Vingt-sixième session	Porto (Portugal), 23-26 mai 1989
28. Vingt-septième session	Herrsching (Allemagne), 1-5 juillet 1991
29. Vingt-huitième session	La Vallette (Malte), 27 septembre-1 ^{er} octobre 1993
30. Vingt-neuvième session	Bled (Slovénie), 2-6 octobre 1995
31. Trentième session	Nitra (Slovaquie), 8-11 octobre 1997
32. Trente et unième session	Rome, 12-14 octobre 1999
33. Trente-deuxième session	Rome, 7 et 8 mars 2002
34. Trente-troisième session	Rome, 1-2 mars 2004
35. Trente-quatrième session	Riga (Lettonie), 7 juin 2006
36. Trente-cinquième session	Innsbruck (Autriche), 25 juin 2008

-
- | | |
|------------------------------------|---|
| 37. Trente-sixième session | Erevan (Arménie), 11-12 mai 2010 |
| 38. Trente-septième session | Bakou (Azerbaïdjan) 17-18 avril 2012 |
| 39. Trente-huitième session | Bucarest (Roumanie), 1-2 avril 2014 |
| 40. Trente-neuvième session | Budapest (Hongrie), 22-23 septembre 2015 |

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2017

La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

Paragraphe

INTRODUCTION	1-2
OUVERTURE DE LA SESSION.....	3-5
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER.....	6
NOMINATION DU RAPPORTEUR.....	7
TABLE RONDE	8
EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES MALADIES ANIMALES, LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LA RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE	9-10
RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS: PERTE D'UNE MOYEN DE DÉFENSE CRUCIAL FACE AU NOUVEAU ENJEU?	11-12
SUIVI DE LA PRÉSENCE DES MALADIES, RÉACTION STRATÉGIQUE AUX MALADIES ANIMALES TRANSFRONTALIÈRES ET PRISE DE DÉCISION EN CONNAISSANCE DE CAUSE	13-14
PAS DE LAISSÉS-POUR-COMPTÉ: DIFFICULTÉS ET POSSIBILITÉS CONCERNANT L'INTÉGRATION SYSTÉMATIQUE DES QUESTIONS DE PARITÉ HOMMES-FEMMES DANS LES TRAVAUX DE LA FAO	15-16
EXAMEN DE L'ÉVALUATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE.....	17-18
MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ECA	19-20
ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF	21-23
QUESTIONS DIVERSES	24
DATE ET LIEU DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION DE L'ECA	25
EXAMEN ET APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION	26
ORDRE DU JOUR ANNOTÉ	ANNEXE A
LISTE DES DOCUMENTS.....	ANNEXE B
RECOMMANDATIONS APPROUVÉES	ANNEXE C

INTRODUCTION

1. La quarantième session de la Commission européenne d'agriculture (ECA) s'est tenue à Budapest (Hongrie), les 27 et 28 septembre 2017.
2. Des représentants de 40 États Membres et d'une Organisation Membre ont participé à la session. Neuf observateurs et onze organisations de la société civile y ont également assisté.

OUVERTURE DE LA SESSION

3. M^{me} Marieta Okenkova, Présidente de la Commission européenne d'agriculture, a ouvert la quarantième session de celle-ci et a souhaité la bienvenue aux délégués. Elle a souligné que la session, à laquelle assistaient 130 participants de 40 États Membres, était l'une de celles qui avaient rassemblé le plus de personnes dans l'histoire de l'ECA. Elle a ensuite remercié le Gouvernement hongrois d'avoir accueilli la Commission.
4. M. Péter Gál, Secrétaire d'État adjoint au Ministère de l'agriculture hongrois, a souhaité aux délégués la bienvenue à la quarantième session de l'ECA et a observé que les sujets qui allaient être abordés étaient d'une grande pertinence pour la région. Il a indiqué que le Gouvernement hongrois jouait un rôle important dans la recherche et la transmission des connaissances sur les maladies animales, et a encouragé les délégués à rechercher des solutions universelles et adaptées aux spécificités régionales pour enrayer et prévenir les maladies.
5. M. Vladimir Rakhmanin, Sous-Directeur général/Représentant régional pour l'Europe et l'Asie centrale, s'exprimant au nom de la FAO, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié le Gouvernement hongrois de son hospitalité ainsi que de son engagement dans les activités de l'Organisation. Il a souligné que l'ECA était devenue une référence pour la région; il s'agissait en effet d'une commission sans équivalent, qui n'existe dans aucune autre région et qui se devait de servir d'organe technique utile et essentiel.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER

6. La Commission a adopté son ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe A au présent rapport.

NOMINATION DU RAPPORTEUR

7. M. Vlad Mustăciosu (Roumanie) et M^{me} Lidija Chadikovska (ex-République yougoslave de Macédoine) ont été nommés rapporteurs de l'ECA.

TABLE RONDE

8. La session a débuté par une table ronde, sur le thème «Effets du changement climatique sur les maladies animales transfrontalières», qui a été animée par M. Damien Kelly et qui a réuni M. Jeyhun Aliyev, M. Francisco Reviriego Gordejo, M. René Louail et M^{me} Linda Dixon, en qualité de conférenciers.

Les questions mises en lumière au cours de cette table ronde sont notamment les suivantes:

- La nature transfrontalière des maladies animales et la nécessité de combattre celles-ci à la source dans le cadre d'approches mondiales ou régionales;
- La nécessité d'obtenir des ressources permettant d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures de prévention et de lutte, y compris des mesures de prévision et de détection précoce, la collecte de données, les vaccins;
- L'importance du renforcement des capacités au niveau des pays et des bonnes pratiques dans le domaine de la biosécurité au niveau des agriculteurs, quelle que soit la taille de l'exploitation;
- Une approche globale, le renforcement de l'engagement social et des interventions multisectorielles et une plus grande participation de la société;
- L'agroécologie a été mise en avant en tant que modèle de durabilité, qui a moins recours aux antibiotiques et prête une grande attention au bien-être des animaux et aux risques de maladies.

EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES MALADIES ANIMALES, LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LA RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE

9. La Commission a examiné les modalités selon lesquelles l'augmentation des températures et du stress hydrique engendrée par le changement climatique dans la région Europe et Asie centrale pourrait accélérer la prolifération des pathogènes et des parasites, avoir une incidence sur la quantité, la saisonnalité et la répartition des vecteurs, voire entraîner l'apparition de nouvelles maladies dans des régions où les animaux d'élevage n'y avaient jamais été exposés auparavant.

10. La Commission:

- a) **a noté** que le changement climatique avait déjà des incidences sérieuses sur la durabilité des systèmes agricoles dans la région Europe et Asie centrale, les animaux, y compris la faune sauvage, étant particulièrement touchés. De nombreux facteurs intervenaient à l'interface entre l'évolution des écosystèmes et les maladies, et d'autres menaces sanitaires étaient fortement influencées par les changements climatiques. Les animaux et les hommes étaient vulnérables face à un large éventail de maladies transfrontalières, en particulier en ce qui concerne la santé animale et humaine, la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire. Il apparaissait donc opportun de soulever la question des risques liés aux maladies animales transfrontalières;
- b) **a confirmé**, compte tenu de l'épidémiologie complexe de nombreuses maladies animales transfrontalières, en particulier des maladies à transmission vectorielle, qu'il était important d'adopter une approche collaborative et multidisciplinaire mise en œuvre dans le cadre de l'initiative tripartite «Un monde, une santé», à laquelle la FAO, avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), contribue dans une large mesure.

- c) **a encouragé** tous les acteurs à s'appuyer sur les enseignements positifs tirés du Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontalières et à adopter les normes de l'OIE dans l'objectif de préserver la sûreté des échanges commerciaux, même en cas de menace d'épizootie.
- d) **a pris note** du fait que la sensibilisation des parties prenantes, de pair avec l'affectation de ressources publiques à la surveillance, à la détection précoce, aux interventions rapides et aux dépistages, constituent la base des politiques judicieuses qu'il faut mettre en place pour prévenir les maladies animales transfrontalières dans la région Europe et Asie centrale.
- e) **a approuvé** les recommandations présentées dans les paragraphes 14 et 15 du document ECA/40/17/3 (voir annexe C).

RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS: PERTE D'UN MOYEN DE DÉFENSE CRUCIAL FACE AU NOUVEL ENJEU?

11. La Commission a examiné les effets possibles de la résistance aux antimicrobiens sur la sécurité alimentaire, la nutrition et, plus généralement, la santé humaine, qui risquent de compromettre la réalisation des objectifs stratégiques transversaux de la FAO et de plusieurs objectifs de développement durable (2, 3, 14 et 15, par exemple) en Europe et en Asie centrale.

12. La Commission:

- a) **a souscrit** à l'objectif ultime qui consiste à réduire les besoins en antimicrobiens et à promouvoir un usage prudent de ces produits en prévenant les maladies. Il convient de prévenir les maladies et les infections en premier lieu en veillant à préserver la sécurité biologique, en adoptant de bonnes pratiques en matière de production et de gestion et en menant des programmes de lutte intégrée qui permettent de réduire le plus possible la survenue des maladies. Des réglementations sur la répartition, la qualité et l'utilisation des antibiotiques, et le contrôle des résidus seraient de nature à préserver l'efficacité des antibiotiques en tant que bien public. Les États membres devraient promouvoir la mise en commun des pratiques optimales concernant l'utilisation prudente des antimicrobiens dans les systèmes de production animale intensive et extensive. Il faudrait explorer des approches visant à réduire l'utilisation des antimicrobiens, utilisation qui est relativement courante dans les systèmes d'élevage intensif et notamment s'abstenir d'employer les antibiotiques comme activateurs de croissance. À cet égard, une équipe spéciale du Codex Alimentarius sur la résistance aux antimicrobiens devrait bénéficier de l'appui des États membres de la Commission européenne d'agriculture;
- b) **a noté** qu'en juin 2017, l'UE avait adopté le Plan d'action européen fondé sur le principe «Une seule santé» pour combattre la résistance aux antimicrobiens, qui est totalement adapté à la mise en œuvre du Plan d'action mondial, réaffirmé comme le schéma directeur de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens dans la déclaration politique de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies organisée en septembre 2016;

- c) **a approuvé** les recommandations relatives aux politiques dont les grandes lignes figurent aux paragraphes 18 et 19 du document portant la cote ECA/40/17/4 (voir annexe C).

SUIVI DE LA PRÉSENCE DES MALADIES, RÉACTION STRATÉGIQUE AUX MALADIES ANIMALES TRANSFRONTALIÈRES ET PRISE DE DÉCISION EN CONNAISSANCE DE CAUSE

13. La Commission s'est penchée sur les foyers de maladies animales transfrontalières, notamment la grippe aviaire hautement pathogène, la peste porcine africaine (PPA), la peste des petits ruminants (PPR) et la dermatose nodulaire contagieuse, qui sont apparus au cours des 10 dernières années et ont provoqué des situations d'urgence épidémique en Europe et en Asie centrale, malgré les investissements réalisés en matière de prévention, de biosécurité, de lutte, de diagnostic et d'amélioration de la veille sanitaire. Le document d'information indiquait qu'il existait des technologies modernes, comme le séquençage complet du génome, les vaccins et diagnostics améliorés, la modélisation des foyers épidémiques et la cartographie des facteurs de risque. Cependant, elles étaient rarement mises en lien avec l'élaboration de politiques ou la prise de décision dans le domaine de la gestion des risques. Il était absolument nécessaire d'adopter une approche régionale quant aux maladies animales transfrontalières et à l'évaluation et à la hiérarchisation des risques connexes et de la promouvoir, les interventions permettant à tous les secteurs, y compris les petits producteurs, les agriculteurs commerciaux, les vétérinaires privés et le grand public, d'avoir accès à des ressources, des formations et des stratégies communes prenant appui sur les nouvelles technologies (téléphonie mobile, par exemple).

14. La Commission:

- a) **a reconnu** que l'efficacité de l'évaluation et de la gestion des risques liés aux maladies animales transfrontalières reposait sur une circulation précoce, précise, fiable et efficace d'informations pertinentes sur la présence de certaines maladies et sur la situation générale en matière de santé animale. Dans ce contexte, la mise en commun des données sur les maladies animales transfrontalières serait essentielle à la réussite de toute mesure de lutte, aux niveaux national et régional¹;
- b) **a pris note** de l'existence et du bon fonctionnement de systèmes internationaux d'échange de données en Europe et en Asie centrale, qui s'inscrivent dans différents cadres et n'ont pas tous les mêmes objectifs. Il convient d'encourager les initiatives visant à trouver des synergies et à repérer les doublons et les incohérences entre les systèmes existants, afin de veiller à ce que des données et des informations cohérentes soient mises à la disposition des différents utilisateurs, à diverses fins;

¹ Il s'agit de la région Europe et Asie centrale.

- c) **s'est déclarée favorable** aux initiatives destinées à optimiser l'utilisation des données concernant les maladies animales transfrontalières, dans l'optique d'une vision stratégique régionale, et a félicité la FAO d'avoir amorcé ce débat;
- d) **a noté** la nécessité des investissements, y compris au niveau régional¹, dans la recherche-développement concernant des outils de diagnostic, des plateformes de mise en commun de données, de nouveaux médicaments et vaccins, ainsi que dans des modes d'intervention nouveaux, en conjuguant les efforts du secteur public, du secteur privé et des secteurs concernés.
- e) **a approuvé** les recommandations relatives aux politiques à l'intention des membres, dont les grandes lignes figurent au paragraphe 16 du document portant la cote ECA/40/17/5 et les recommandations relatives aux politiques à l'intention de la FAO, dont les grandes lignes figurent au paragraphe 17 de ce document (voir annexe C).

**PAS DE LAISSÉS-POUR-COMPTE: DIFFICULTÉS ET POSSIBILITÉS
CONCERNANT L'INTÉGRATION SYSTÉMATIQUE DES QUESTIONS DE PARITÉ
HOMMES-FEMMES DANS LES TRAVAUX DE LA FAO**

15. La Commission a pris note des progrès accomplis par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en matière d'égalité des sexes dans la région, dans le cadre de son mandat et de ses engagements au titre de la politique de l'Organisation relative à l'égalité des sexes et de la Stratégie régionale sur l'égalité des sexes adoptée en janvier 2016.

16. La Commission:

- a) **a examiné** et **a approuvé** l'approche structurée et méthodique du Bureau régional à ce sujet et les travaux qu'il a effectués. Il était crucial d'être transparent en matière d'inégalité des sexes pour combattre celle-ci, et les conclusions de ce document établissaient clairement que les données ventilées par sexe étaient non seulement utiles, mais indispensables pour comprendre les inégalités persistantes entre les sexes et lutter contre elles;
- b) **a noté** que la stratégie régionale de la FAO sur l'égalité des sexes concernant l'Europe et l'Asie centrale s'était avérée être un document utile qui avait conduit à des changements. Les principales actions menées sur la base de cette stratégie, par exemple les réunions tenues avec le réseau régional sur la parité et les activités connexes, notamment le renforcement des capacités et l'autonomisation des femmes entrepreneurs dans les zones rurales, ont permis de faire avancer les choses. Dans ce contexte, la coopération efficace entre la FAO et la Turquie, dans le cadre du programme de partenariat FAO/Turquie, a été soulignée, et les États membres ont été encouragés à apporter leur soutien au renforcement des capacités des parties prenantes nationales;
- c) **a indiqué suivre** le Bureau régional dans son intention d'élaborer une nouvelle stratégie sur l'égalité des sexes, sur la base de la dynamique et de l'expérience acquises grâce aux activités menées ainsi que des enseignements tirés des travaux réalisés dans le cadre de la stratégie actuelle. Les propositions, lorsqu'elles s'appuient sur des fondements solides, doivent se traduire par des actions concrètes. Il convient d'envisager de suivre de plus près

l'application de la stratégie dans les différents programmes de la FAO dans la région Europe et Asie centrale;

- d) **a approuvé** les recommandations à l'intention des États membres qui s'inspirent des conclusions des évaluations de la parité hommes-femmes dans les pays et qui sont formulées dans l'Appel conjoint à l'action publié par la Conférence de Vilnius, telles que présentées au paragraphe 30 du document ECA/40/17/6 (voir annexe C).

EXAMEN DE L'ÉVALUATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

17. La Commission a examiné le rapport d'évaluation sur la Commission européenne d'agriculture (ECA). La transparence avec laquelle il a été élaboré pour donner suite à la décision de l'ECA à sa trente-neuvième session et de la trentième Conférence régionale pour l'Europe a été appréciée, de même que le travail effectué par l'expert chargé de l'évaluation et par le Secrétariat. Pour que la Commission puisse davantage se concentrer sur des questions techniques, il faudrait qu'elle dispose de consultations plus approfondies au niveau national, ce qui nécessite une mise à disposition en temps voulu des documents de session.

18. La Commission:

- a) **s'est félicitée** du rapport d'évaluation, qui fournit non seulement une très bonne analyse de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficacité de l'ECA, mais aussi trois scénarios possibles pour sa redynamisation;
- b) **a réaffirmé** que toutes les sessions devaient aboutir à des recommandations claires. Les conclusions des débats techniques d'experts qui ont eu lieu à l'ECA devaient être reprises par la Conférence régionale pour l'Europe et constituer la base des décisions politiques adoptées par les ministres. Toute répétition des débats devait être évitée. À cet égard, l'ECA pourrait aussi concentrer son attention sur les initiatives régionales de la FAO (en particulier la sélection et le suivi de ces initiatives) et sur l'ordre du jour de la Conférence régionale pour l'Europe. La participation de partenaires – organisations internationales, instituts de recherche, société civile et secteur privé – devait être renforcée;
- c) **a proposé** que le Programme 2030 serve de cadre aux futures sessions de l'ECA, qui deviendrait une plateforme pour échanger des idées sur la façon dont sont mis en œuvre les ODD qui sont les plus pertinents pour la région Europe et Asie centrale, sans pour autant les associer à des «cibles et indicateurs régionaux», afin d'éviter les doubles emplois;
- d) **s'est déclarée, en conclusion**, en faveur d'un modèle d'ECA améliorée qui permettrait d'apporter une optique plus technique.

MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ECA

19. La Commission a examiné la proposition présentée en vue de modifier le Règlement intérieur de la Commission européenne d'agriculture (ECA) et s'est félicité du travail de l'actuel Comité exécutif et du Secrétariat de la FAO, qui ont élaboré ensemble le document en étroite concertation avec le Bureau FAO des affaires juridiques et de l'éthique.
20. La Commission a approuvé le nouveau Règlement intérieur de l'ECA, tel qu'il est présenté dans le document ECA/40/17/8 Rev.2.

ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

21. La Commission a élu M. Damien Kelly (Irlande) Président du Comité exécutif, M. Spyridon Ellinas (Chypre) à la première vice-présidence et Mme Galina Jevgrafova (Estonie) à la deuxième vice-présidence du Comité exécutif pour un mandat de deux ans, conformément au Règlement intérieur modifié.
22. La Commission a élu six membres du Comité exécutif: Mme Aulikki Hulmi (Finlande), Mme Katia Tsilosani (Géorgie), Mme Ágnes Dús (Hongrie), Mme Graziella Romito (Italie), Mme Zora Weberova (Slovaquie) et M. Ali Recep Nazli (Turquie).
23. Le Président a remercié Mme Marietta Okenkova, Présidente sortante, de son dévouement et des efforts qu'elle avait déployés en sa qualité de Présidente pendant les deux années précédentes ainsi que M. Siim Tiidemann (Estonie), M. Mirosław Drygas (Pologne), M. Hilmi Erin Dedeoglu (Turquie) et M. Oleg Kobiakov (Fédération de Russie), membres sortants du Comité exécutif, pour leur étroite collaboration au sein du Comité exécutif ces dernières années.

QUESTIONS DIVERSES

24. La Commission n'a pas formulé d'observations au sujet des notes d'information présentées la veille. Autrement dit, elle a examiné et accepté les notes d'information présentées telles qu'elles figurent sous les cotes ECA/40/17/INF/1 Rev.2, ECA/40/17/INF/2, ECA/40/17/INF/3, ECA/40/17/INF/4 Rev.1 et ECA/40/17/INF/5 Rev.1.

DATE ET LIEU DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION DE L'ECA

25. La Commission a accepté l'offre d'accueillir la quarante et unième session de l'ECA à Budapest en 2019 émanant de la Hongrie, les dates devant être arrêtées par le Comité exécutif en collaboration avec le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, mais

devant être antérieures d'au moins six mois à la trente-deuxième Conférence régionale pour l'Europe, conformément au Règlement intérieur modifié.

EXAMEN ET APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION

26. Le rapport a été adopté *en bloc* avec des modifications au paragraphe 12, point a, au paragraphe 14, point d. et quelques modifications d'ordre rédactionnel apportées par la Commission conformément aux observations formulées par des États membres.

Annexe A

ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

Ouverture de la session

- 1) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
- 2) Nomination du rapporteur

*Thème principal: effets du changement climatique sur les maladies animales transfrontalières***3) Effets du changement climatique sur les maladies animales, les échanges commerciaux et la sécurité alimentaire dans la région Europe et Asie centrale**

La région Europe et Asie centrale se caractérise par un éventail extrêmement large d'environnements agroécologiques. Les systèmes de production animale que l'on rencontre sur ce vaste territoire sont tout aussi divers: ils vont d'une production majoritairement intensive dans le nord-ouest à des systèmes plus extensifs, voire pastoraux, dans le sud-est. De larges ceintures correspondant à des zones environnementales (semi-déserts, steppes, forêts-steppes, forêts et toundra, par exemple), au sein desquelles les conditions climatiques et les caractéristiques en matière de production animale sont homogènes, s'étendent de manière longitudinale sur des milliers de kilomètres à travers l'Eurasie. Ces similitudes agro-écologiques facilitent grandement la diffusion de maladies selon un axe nord-sud. Les latitudes moyennes les plus densément peuplées, qui font la liaison entre l'Asie et l'Europe, dessinent une «route de la Soie» épidémiologique qui favorise la diffusion des maladies animales transfrontalières dans les deux sens. En Eurasie, on observe des processus complexes de changement climatique aux latitudes moyennes, dont il convient d'analyser de nouveau et de suivre à l'avenir les effets sur l'épidémiologie des maladies animales afin de repérer à l'avance les menaces épidémiologiques concernant la production animale.

L'un des problèmes qui se posent tient au fait que les effets du changement climatique atteignent une grande échelle et se cumulent souvent au fil du temps avant que leurs répercussions agro-écologiques et épidémiologiques ne se fassent sentir. Récemment, nombre d'épidémies ou de flambées de maladies animales transfrontalières (peste porcine africaine, dermatose nodulaire contagieuse, peste des petits ruminants, grippe aviaire, rage, etc.) semblent avoir été précédées de certains changements au sein des systèmes climatiques régionaux, ce qui a modulé la dynamique des populations d'hôtes ou de vecteurs et ainsi favorisé la hausse de l'activité morbide. De manière plus visible, les variations climatiques ont une incidence sur les maladies à transmission vectorielle comme la fièvre catarrhale du mouton, l'infection par le virus du Nil occidental, l'infection par le virus de Schmallenberg, la dermatose nodulaire contagieuse ou la fièvre hémorragique de Crimée-Congo. Cependant, à l'échelle de plusieurs années ou d'une décennie, le climat modifie aussi fortement la dynamique d'autres maladies comme la peste porcine africaine, la grippe aviaire et la rage du renard, qui sont souvent considérées comme extrêmement peu sensibles au climat. Par conséquent, il convient de changer notre perception du problème en veillant à inscrire de plus en plus l'épidémiologie des maladies animales dans un contexte environnemental global et en

élargissant l'éventail des disciplines et des approches susceptibles de s'avérer utiles (écologie, climatologie, télédétection, Système d'information géographique, modèle de niche environnementale, par exemple).

La première séance sera consacrée à l'examen de ces exemples et études de cas, entre autres, et aboutira au recensement des questions liées aux maladies animales transfrontalières influencées par le climat qu'il est nécessaire de traiter sur les plans scientifique et concret. Des présentations et des débats viseront à déterminer si et en quoi les changements climatiques et météorologiques ont déjà une incidence sur la fréquence et la zone de présence des maladies et permettront de se faire une idée des scénarios climatiques futurs qui seront susceptibles de modifier encore la répartition des vecteurs, des agents pathogènes et des hôtes.

Par ailleurs, les participants examineront les conséquences actuelles des maladies animales sur les échanges commerciaux et le développement du secteur de la production animale dans le contexte du changement climatique et des restrictions imposées au commerce local et international. Dans le cadre des deux initiatives régionales en cours (Autonomisation des petits agriculteurs et des exploitations familiales et Commerce agroalimentaire et intégration des marchés) mais aussi d'une troisième initiative régionale envisagée, qui concernerait la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique, la séance portera tout particulièrement sur la manière dont les maladies animales réduisent la production des petits agriculteurs, sur les pertes de production probables et sur les répercussions du point de vue de la sécurité alimentaire et de la santé publique (zoonoses) dans la région. Les questions sanitaires et phytosanitaires liées au commerce, les normes internationales de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et la transparence des politiques agroalimentaires seront examinées. Les participants se pencheront également sur les mesures réglementaires nécessaires et l'environnement propice à la viabilité des petits exploitants, ainsi que sur la concrétisation de la sécurité sanitaire des aliments et la prévention de la propagation des maladies transfrontalières.

4) Résistance aux antimicrobiens: perte d'un moyen de défense crucial face au nouvel enjeu?

La disponibilité et l'administration de médicaments antimicrobiens dans le cadre de l'élevage d'animaux terrestres et aquatiques et de la production végétale sont essentielles à la fois à la santé et à la productivité et contribuent à la sécurité alimentaire, à la sécurité sanitaire des aliments et au bien-être des animaux et, indirectement, à la protection des moyens d'existence et de la durabilité de la production animale et végétale. Toutefois, la résistance aux antimicrobiens, notamment aux antibiotiques, suscite des inquiétudes de plus en plus grandes au niveau mondial, et elle annulera les avantages de ces médicaments. L'élevage est l'un des principaux secteurs concernés par la résistance aux antimicrobiens. Divers facteurs y ont contribué, notamment: i) absence de réglementation et de contrôle de l'utilisation; ii) mauvaise observance des traitements; iii) utilisation à des fins non thérapeutiques; iv) ventes directes ou par Internet et v) disponibilité d'antimicrobiens de contrefaçon ou de mauvaise qualité. Les conséquences de la résistance aux antimicrobiens sont notamment l'échec du traitement des infections, qui aggrave ou prolonge la maladie, peut conduire au décès et à des pertes de production et compromettre les moyens d'existence et la sécurité alimentaire.

Les participants examineront aussi les causes sous-jacentes, la situation actuelle et les difficultés auxquelles la région est confrontée, ainsi que l'incidence que ces facteurs auront sur la réaction de l'Europe et de l'Asie centrale face aux évolutions régionales des maladies animales. De même, ils se pencheront sur les mesures de prévention et les interventions au niveau régional. Il est nécessaire d'adopter une approche Une seule santé qui soit multisectorielle et multidimensionnelle. La FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) partagent avec des organisations des secteurs public et privé la responsabilité et la coordination des activités mondiales qui concernent la résistance aux antimicrobiens aux interfaces entre les animaux, les populations humaines et les écosystèmes. La FAO, en sa qualité d'organisation multisectorielle et multidisciplinaire, met en pratique ses compétences spécialisées dans le domaine de la santé et de la production des animaux terrestres et aquatiques, de la sécurité sanitaire des aliments et de la production végétale, en accordant toute l'attention voulue aux aspects réglementaires.

5) Suivi de la présence des maladies, réaction stratégique aux maladies animales transfrontalières et prise de décision en connaissance de cause

Il est essentiel de veiller à ce que des informations fiables sur la situation des maladies circulent en temps utile, depuis l'exploitation jusqu'à l'échelon mondial, pour combattre efficacement les maladies transfrontalières, élaborer des interventions stratégiques et appliquer des mesures de lutte efficaces et prises en connaissance de cause dans les régions touchées. Premièrement, les participants étudieront les approches en matière de suivi et de signalement international des maladies que la Commission européenne (système de notification des maladies des animaux, ADNS), la FAO (Système mondial d'information sur les maladies animales), l'OIE (Système mondial d'information sanitaire), l'OMS et l'agence américaine de réduction des menaces liées à la défense (DTRA) utilisent actuellement, afin de trouver des moyens de mieux coordonner leurs activités et, si possible, d'éviter les chevauchements d'efforts. Au niveau international, il convient de renforcer et d'améliorer la mise en commun d'informations sur la présence de maladies (signalement ponctuel de foyers ou campagne de surveillance systématique et ciblée), peut-être en ayant recours à des méthodes de gestion des informations plus avancées.

Deuxièmement, l'attention des participants sera appelée sur le fait que les mesures stratégiques prises en réaction à une maladie animale transfrontalière nécessitent la maîtrise de nombreuses autres informations épidémiologiques pertinentes, notamment des données sur les populations hôtes, les systèmes de production, la répartition des vecteurs, les facteurs de risques et les variables environnementales (couverture des sols, climat, structure du commerce, entre autres). Actuellement, il n'existe pas de mécanisme d'information international qui vise à recueillir, à gérer et à mettre à jour ce type de données et à les mettre à la disposition des spécialistes de la santé animale et des décideurs. Les efforts de modélisation des risques de maladies se trouvent fortement restreints par la faible disponibilité de ces informations de référence et limités au plan géographique à quelques pays, situés pour la plupart en Europe de l'Ouest. Il est possible d'améliorer considérablement les choses de manière à faire en sorte que les observations épidémiologiques et le suivi de la situation des maladies soient plus intelligents, plus stratégiques

et davantage fondés sur l'analyse des risques, en s'appuyant sur un large éventail de produits d'information pertinents sur les maladies.

Troisièmement, les progrès récents des technologies de l'information (applications cartographiques dynamiques, collecte mobile de données, techniques de gestion et de visualisation des données, etc.) permettent d'intégrer beaucoup plus facilement les données relatives à la présence d'une maladie et d'autres renseignements épidémiologiques pertinents dans les outils d'appui à la prise de décision, ce qui peut aider à se préparer aux situations d'urgence en matière de santé animale et à réagir de façon stratégique et en connaissance de cause.

Les participants examineront certaines des solutions existantes qui ont été élaborées dans le cadre de projets de la FAO, notamment l'analyse des risques et la communication à ce sujet, la modélisation des risques de maladie, et les outils de collecte de données et d'appui au processus décisionnel. L'assistance que la FAO apporte aux pays pour les aider à faire face aux maladies animales et l'engagement des parties prenantes (par exemple, missions du Centre de gestion des crises – Santé animale, bonnes pratiques de gestion des urgences et renforcement des capacités) seront aussi présentés et examinés. Les participants analyseront les solutions disponibles et détermineront les améliorations qu'il est nécessaire d'apporter au vu des nouveaux enjeux, afin de veiller à ce que les parties prenantes puissent se préparer et réagir de manière adéquate.

6) Pas de laissés-pour-compte: difficultés et possibilités concernant l'intégration systématique des questions de parité hommes-femmes dans les travaux de la FAO

Le Secrétariat fournira aux Membres des informations actualisées sur les progrès accomplis par la FAO dans la région pour ce qui est de surmonter les difficultés liées à la parité hommes-femmes dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. Le document contient les résultats préliminaires de la stratégie régionale de la FAO sur l'égalité des sexes et les conclusions qui découlent du bilan, l'objectif étant de recueillir des recommandations et des solutions afin d'apporter des améliorations au cours du prochain exercice biennal.

7) Examen du rapport d'évaluation de la Commission européenne d'agriculture

Les Membres examineront les constatations figurant dans le rapport sur l'évaluation de l'ECA et débattront des recommandations. Ils étudieront aussi dans quelle mesure la nouvelle structure des sessions de l'ECA a apporté des résultats positifs et les solutions nouvelles qui permettraient de moderniser l'ECA.

8) Modification du Règlement intérieur

Les Membres examineront la proposition relative à la modification du Règlement intérieur de l'ECA et en débattront.

9) Élection des membres du Comité exécutif

10) Questions diverses

11) Date et lieu de la quarante et unième session

Examen et approbation du rapport de la Commission

Clôture de la session

Pour information

Accord de Paris entre les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques: en quoi les engagements au titre des contributions prévues déterminées au niveau national/contributions déterminées au niveau national concernent-ils les maladies transfrontalières? Quelle incidence ont-ils sur le financement des travaux dans le domaine du climat?

Le document contient les engagements des États Membres au titre des contributions prévues déterminées au niveau national/contributions déterminées au niveau national en faveur de l'Accord de Paris. Plus particulièrement, il montre en quoi ces engagements sont liés aux maladies animales et comment les maladies transfrontalières, notamment animales, peuvent être incluses dans des mécanismes, aussi bien nationaux que régionaux, de financement des travaux dans le domaine du climat, comme le Fonds vert pour le climat.

Les années internationales 2014-2016 et leur contribution aux activités menées dans les régions

Ces dernières années, plusieurs questions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ont été les thèmes des années internationales des Nations Unies, à savoir l'agriculture familiale (2014), les sols (2015) et les légumineuses (2016). Le document fournit des informations sur l'accueil reçu par ces années internationales, ainsi que sur les activités menées et les résultats obtenus dans la région.

Contribution des commissions techniques régionales aux priorités régionales

On trouvera un aperçu des principales priorités de travail des commissions régionales (ECA, Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures, CGPM, Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase et Commission européenne des forêts) fondé sur leur programme de travail et sur les orientations que contiennent les objectifs stratégiques de la FAO. Le document indique les possibilités de liens et de synergies entre les commissions, compte tenu, en particulier, du fait qu'elles sont convenues de faire rapport conjointement à la Conférence régionale pour l'Europe et d'aborder les priorités régionales et nationales communes et transversales telles que le Programme 2030.

Annexe B**LISTE DES DOCUMENTS**

ECA/40/17/1 Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté
ECA/40/17/2	Calendrier provisoire
ECA/40/17/3	Effets du changement climatique sur les maladies animales, les échanges commerciaux et la sécurité alimentaire dans la région Europe et Asie centrale
ECA/40/17/4	Résistance aux antimicrobiens: perte d'un moyen de défense crucial face au nouvel enjeu?
ECA/40/17/5	Suivi de la présence des maladies, réaction stratégique aux maladies animales transfrontalières et prise de décision en connaissance de cause
ECA/40/17/6	Pas de laissés-pour-compte: difficultés et possibilités concernant l'intégration systématique des questions de parité hommes-femmes dans les travaux de la FAO
ECA/40/17/7	Examen du rapport d'évaluation de la Commission européenne d'agriculture
ECA/40/17/8 Rev.2	Règlement intérieur

SÉRIE INF

ECA/40/17/INF/1 Rev.2	Liste provisoire des documents
ECA/40/17/INF/2	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'Union européenne et ses États membres
ECA/40/17/INF/3	Accord de Paris entre les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques: en quoi les engagements au titre des contributions prévues déterminées au niveau national/contributions déterminées au niveau national concernent-ils les maladies transfrontalières? Quelle incidence ont-ils sur le financement des travaux dans le domaine du climat?

ECA/40/17/INF/4 Rev.1	Années internationales 2014, 2015 et 2016: activités menées et résultats obtenus dans la région Europe et Asie centrale
ECA/40/17/INF/5 Rev.1	Contribution des commissions techniques régionales aux priorités régionales

Annexe C

RECOMMANDATIONS APPROUVÉES

**EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES MALADIES ANIMALES,
LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LA
RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE**
([ECA/40/17/3](#))

Recommandations adressées aux membres

14. L'ECA souhaitera peut-être recommander aux membres de participer activement aux activités suivantes:

- a) **Sensibilisation** aux systèmes agricoles durables dans le contexte du changement climatique et mise en place de programmes de communication publique, en particulier sur les questions liées aux maladies animales transfrontalières, afin d'assurer le changement des comportements et la participation active de toutes les parties prenantes à l'atténuation et à la gestion des risques.
- b) **Soutien** des efforts d'autonomisation des petits exploitants et des exploitations familiales des économies rurales en les aidant à répondre aux enjeux et aux obstacles à l'amélioration de leurs moyens d'existence, notamment grâce à un meilleur accès à l'information et aux services nécessaires ayant trait aux maladies animales transfrontalières.
- c) **Soutien** du renforcement des capacités, de la formation et de la préparation de matériels et de manuels, et tenue d'exercices de simulation en vue de promouvoir la mise en œuvre de l'approche "Un monde, une santé" et de l'informatique liée au domaine animal.
- d) **Invitation** des pays de la région Europe et Asie centrale à envisager de renforcer la collaboration avec la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse ou de s'y joindre.

Recommandations adressées au Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale de la FAO

15. La Commission souhaitera peut-être recommander que le Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale de la FAO s'emploie à:

- a) **Renforcer**, par l'intermédiaire de l'initiative régionale 3, les mécanismes à l'appui de l'élaboration de plans régionaux, de l'amélioration des politiques et du renforcement des capacités en réponse aux maladies animales transfrontalières.
- b) **Soutenir** le renforcement des capacités des pays membres du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale, s'agissant des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, en particulier la conformité aux mesures de prévention et de contrôle des maladies animales transfrontalières.
- c) **Promouvoir** l'approche "Un monde, une santé" en Europe et en Asie centrale et renforcer les mécanismes de soutien à l'intention des pays membres pour les questions ayant trait à l'alerte rapide et aux réponses aux maladies animales transfrontalières nouvelles ou récurrentes, avec la participation d'équipes pluridisciplinaires de la FAO et de ses partenaires tels que le Cadre global pour la maîtrise progressive des maladies

transfrontalières en Europe, le Centre de gestion des crises – santé animale (CMC-AH) et le Réseau d’experts OIE/FAO sur l’influenza animale (OFFLU).

- d) **Soutenir** le renforcement des capacités en matière d'analyse et de modélisation/cartographie régionales des effets du changement climatique sur les maladies animales transfrontalières et l'écologie des vecteurs et des espèces sauvages. **Élaborer** des outils prédictifs pour les maladies émergentes, permettant de déterminer les différences existant entre les impacts de ces maladies suivant les régions.

RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS (RAM): LA PERTE D’UNE DÉFENSE MAJEURE FACE AU NOUVEAU DÉFI? ([ECA/40/17/4](#))

Recommandations adressées aux Membres

18. La Commission européenne d’agriculture est invitée à recommander aux membres de participer activement à la mise en œuvre des mesures suivantes:

- a) **Sensibiliser** aux maladies animales transfrontières, au changement climatique et à la RAM et promouvoir des changements de comportement au moyen de campagnes de communication adaptées à divers publics, dans les secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de l’agriculture, et auprès des consommateurs. Promouvoir l’inclusion de la RAM en tant qu’élément essentiel de l’éducation professionnelle, de la formation, de la certification, de l’éducation permanente et du développement au sein des services de santé publique et des services vétérinaires ainsi que dans l’agriculture.
- b) **Améliorer** la surveillance et le suivi, notamment les données sur la prévalence et les tendances, afin de mieux comprendre les schémas de la RAM, et leurs causes, et de calibrer les interventions en conséquence. Les informations sur le développement de la résistance aux antimicrobiens et sur ses répercussions économiques à l’échelle mondiale sont très lacunaires. Les administrations nationales, les organisations intergouvernementales, les agences, les organisations professionnelles, les organisations non gouvernementales, les acteurs du secteur privé et les universités devraient faire des travaux de recherche sur les causes et les effets de la RAM. L’accent qui sera mis à l’échelle mondiale sur la surveillance et une recherche fondée sur des éléments concrets éclairera les politiques et les mesures que les pays membres du REU et les institutions intergouvernementales prendront face aux défis grandissants provoqués par la RAM, en matière de sécurité sanitaire. Par ailleurs, disposer de plus d’informations sur la RAM peut favoriser la recherche-développement de produits de remplacement utilisables en médecine et dans l’agriculture.
- c) **Renforcer** la gouvernance au service de mesures d’hygiène et de prévention des infections, notamment la vaccination animale, susceptibles de limiter la diffusion de micro-organismes résistants et de diminuer l’usage inconsidéré ou excessif d’antimicrobiens. Les mesures de prévention des infections – nettoyage et désinfection, biosécurité dans les exploitations, amélioration des pratiques d’élevage et vaccination – peuvent freiner la propagation des micro-organismes résistants aux médicaments antimicrobiens. En prévenant les maladies infectieuses, qui peuvent entraîner à tort la prescription d’antibiotiques (inefficaces en cas d’infection virale), la communauté mondiale pourra

mieux encadrer l'utilisation de ces médicaments essentiels. L'utilisation durable d'antimicrobiens concerne non seulement la santé humaine mais aussi la production animale. Les antibiotiques sont fréquemment utilisés pour stimuler la croissance du bétail et prévenir les infections dans les exploitations et les abattoirs. Les pratiques d'élevage durable peuvent réduire le risque de contamination de la population humaine et animale, dû à la propagation de bactéries résistantes dans la chaîne alimentaire.

- d) **Promouvoir** de bonnes pratiques afin d'améliorer la longévité et l'efficacité des antimicrobiens. Dans les soins vétérinaires, il faut cesser de prescrire inutilement des antimicrobiens. Une prescription fondée sur des données scientifiques obtenues au moyen d'outils de diagnostic efficaces, rapides et de faible coût, est nécessaire si l'on veut optimiser l'utilisation des antimicrobiens chez l'homme et l'animal. Outre la rationalisation des pratiques de prescription, la communauté mondiale doit intervenir sur l'utilisation inconsidérée ou non réglementée d'agents antimicrobiens dont se rendent responsables les malades et les opérateurs du secteur agricole. Renforcer l'observance des traitements antibiotiques et le respect des restrictions en matière d'utilisation non thérapeutique des antibiotiques dans l'agriculture jettera les bases d'un encadrement rationnel de l'utilisation des antimicrobiens. L'existence de réglementations sur la distribution des antibiotiques, leur qualité et leur utilisation pourrait préserver l'efficacité des antibiotiques en tant que bien public. À ces mesures s'ajoutent la mise en commun des meilleures pratiques concernant l'utilisation prudente des antibiotiques dans les systèmes de production animale intensive et extensive par les pays de l'Union européenne et, enfin, l'exploration d'approches visant à réduire l'utilisation d'agents antimicrobiens, relativement courante dans les systèmes d'élevage intensif (FAO, 2016a).
- e) Pour mieux comprendre le degré d'utilisation des antimicrobiens dans la région, **améliorer** la collecte et le partage de données sur les quantités importées et exportées et sur leur utilisation dans les divers secteurs.
- f) **Investir** dans la recherche-développement sur de nouveaux médicaments antimicrobiens, des outils de diagnostic, des vaccins et des options de rechange. La plupart des laboratoires pharmaceutiques sont en Europe, mais ont cessé toute recherche sur de nouveaux antibiotiques, ce qui constitue une préoccupation pour la santé humaine et animale au niveau mondial. La recherche-développement doit produire de nouveaux traitements, susceptibles d'être déployés contre les infections résistantes à plusieurs médicaments et les gouvernements devraient promouvoir le développement et la production de nouveaux médicaments, d'outils de diagnostics, de vaccins et d'options de rechange, qui soient accessibles à des prix abordables.

Recommandations adressées au Bureau régional pour l'Europe de la FAO

19. La Commission européenne d'agriculture est invitée à recommander à la FAO et aux autres organisations de prendre une part active à la mise en œuvre des mesures suivantes:

- a) **Renforcer** les interventions régionales en matière de résistance aux antimicrobiens (RAM) par l'introduction de nouveaux résultats dédiés dans le nouveau plan de travail 2018-2019 au titre du Programme de travail stratégique du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale (REU), notamment ses initiatives régionales.

- b) **Aider** les pays membres à élaborer une approche multisectorielle et à mettre en œuvre un plan d'action national relatif à la RAM.
- c) En Europe et en Asie centrale, **créer** des mécanismes et des modèles de coopération entre la production animale, les laboratoires pharmaceutiques, le secteur de l'alimentation animale et les organisations d'agriculteurs pour combattre la RAM.
- d) Continuer d'appuyer la mise au point et l'utilisation d'outils tels que ATLASS et le recours à une approche progressive en matière de RAM.
- e) Coordonner une étude, si possible en coopération avec l'OMS et l'OIE, concernant les effets potentiels des modifications du climat et de l'environnement – en particulier en Europe et Asie centrale – sur le développement et la propagation de la résistance aux antimicrobiens, afin de mieux comprendre ces interactions.
- f) Continuer de soutenir la participation du secteur privé et trouver des modèles de coopération avec diverses parties prenantes, notamment les autorités vétérinaires et services responsables de la santé publique, les éleveurs, les laboratoires pharmaceutiques, le secteur de l'alimentation animale, les consommateurs et les organisations d'agriculteurs.
- g) Organiser une mobilisation massive qui permette de renforcer les interventions visant à ralentir l'avancée de la résistance aux antimicrobiens.

SUIVI DE LA PRÉSENCE DES MALADIES, RÉACTION STRATÉGIQUE AUX MALADIES ANIMALES TRANSFRONTALIÈRES ET PRISE DE DÉCISION EN CONNAISSANCE DE CAUSE

([ECA/40/17/5](#))

Recommandations à l'intention des membres

16. La Commission européenne d'agriculture souhaitera peut-être recommander aux pays membres de s'employer activement à:

- a) investir dans la recherche-développement d'outils de diagnostic et de plateformes de mise en commun de données et encourager la communauté régionale à investir dans de nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et dans d'autres modes d'intervention;
- b) faire en sorte que le milieu de la recherche scientifique dans les domaines des menaces émergentes relatives à la santé animale, de l'épidémiologie et des interactions entre les pathogènes et leurs hôtes participe davantage à la prise de décision et aux interventions relatives aux maladies animales transfrontalières aux niveaux national et régional;
- c) faciliter la création d'un centre régional d'exploitation de données pour fournir un appui à la mise au point d'applications de pointe relatives à la gestion des maladies, axées sur la modélisation des risques, l'alerte et l'intervention rapides et la mise à disposition d'informations contextualisées et de connaissances en matière de maladies infectieuses touchant les animaux et les hommes.

Recommandations à l'intention du Bureau de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale (REU)

17. La Commission européenne d'agriculture souhaitera peut-être formuler les recommandations suivantes à l'intention du Bureau de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale et d'autres organisations:

- a) **Fournir un appui** à la création de réseaux régionaux et aux activités de collaboration en matière de collecte de données, d'évaluation des risques, de modélisation des risques relatifs aux maladies, d'amélioration de la mise en commun de données, de systèmes d'alerte rapide, de préparation à des situations d'urgence et d'intervention en situation d'urgence. À ce titre, il convient d'analyser les liens entre le changement climatique, l'environnement, les maladies animales transfrontalières, la sécurité alimentaire et d'autres questions, par exemple les échanges commerciaux.
- b) **Promouvoir** des mécanismes régionaux en vue de gérer l'apparition de maladies animales transfrontalières, au moyen d'activités de surveillance, d'alerte rapide, de détection et d'intervention qui garantissent que l'ensemble des parties prenantes agissent de manière coordonnée, qu'elles communiquent et qu'elles s'investissent.
- c) Le GLEWS+, initiative conjointe de la FAO, de l'OIE et de l'OMS, doit continuer de **contribuer** aux mesures de prévention et de lutte contre les maladies aux niveaux mondial et régional au moyen de la détection rapide et de l'évaluation des risques sanitaires et d'activités qui peuvent représenter un risque au niveau de l'interface entre l'écosystème humain et l'écosystème animal.
- d) **S'inspirer** de l'exemple de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (EuFMD) pour élaborer des méthodes régionales relatives à la lutte contre d'autres maladies animales transfrontalières émergentes, à leur suivi et à leur diagnostic.
- e) **Promouvoir** de nouvelles technologies en vue de mettre en commun des connaissances et de développer les expertises, y compris les plateformes en ligne et les applications sur téléphone mobile visant à assurer le suivi des maladies et à mettre en commun des données.

**PAS DE LAISSÉS-POUR-COMPTE: DIFFICULTÉS ET POSSIBILITÉS
CONCERNANT L'INTÉGRATION SYSTÉMATIQUE DES QUESTIONS DE PARITÉ
HOMMES-FEMMES DANS LES TRAVAUX DE LA FAO**
([ECA/40/17/6](#))

Recommandations en matière de politiques

30. Les Membres sont invités à approuver les recommandations présentées et adoptées dans l'Appel conjoint à l'action publié par la conférence de Vilnius, et qui reprend les conclusions et recommandations émanant des évaluations de la parité hommes-femmes menées par la FAO dans les pays de la région. L'objectif est de renforcer les engagements des gouvernements à l'appui des femmes dans le développement agricole et rural dans le cadre des ODD du Programme de développement durable à l'horizon 2030:

1. **Formuler** des politiques et des stratégies nationales pour l'agriculture et le développement rural, ainsi que pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui soient inclusives et tiennent compte des questions de parité, et qui respectent l'article 14 de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; et introduire des mécanismes redditionnels afin de veiller à leur mise en œuvre;
2. **Établir et renforcer** des mécanismes de gouvernance inclusifs et renforcer les capacités des femmes afin d'accroître leur représentation et leur leadership dans les institutions dirigeantes à tous les niveaux, notamment dans les processus liés à l'élaboration des

politiques et des programmes relatifs au développement rural et agricole et à la sécurité alimentaire et à la nutrition, de sorte qu'elles puissent participer pleinement au processus décisionnel et à la formulation des lois, politiques et programmes;

3. **Formuler et mettre en œuvre** des politiques et des programmes sur l'égalité des chances afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en ciblant particulièrement les femmes rurales, et veiller à ce que des ressources financières suffisantes soient disponibles pour l'application de ces programmes;
4. **Soutenir** les programmes visant l'autonomisation économique des femmes rurales, qui améliorent leurs compétences entrepreneuriales, l'accès au financement et aux marchés, l'enseignement et les connaissances agricoles (y compris l'enseignement supérieur), créent des emplois décents et comblent l'écart salarial qui existe entre les femmes et les hommes;
5. **Élaborer et mettre en œuvre** des mesures et des politiques de protection sociale transformative, et investir dans les infrastructures rurales qui ciblent spécifiquement les femmes rurales, notamment des programmes et des politiques visant à garantir que les travaux domestiques non rémunérés soient reconnus, réduits et réorganisés grâce à des investissements dans les infrastructures physiques rurales et l'infrastructure sociale des soins;
6. **Modifier** les cadres juridiques et institutionnels pour faire face aux causes structurelles des inégalités entre les hommes et les femmes et s'assurer que les budgets nationaux tiennent compte des questions de parité;
7. **Soutenir** la collecte et la diffusion d'informations sur les bonnes pratiques qui font progresser l'égalité entre les sexes dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de l'autonomisation des femmes rurales.

EXAMEN DU RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE ([ECA/40/17/7](#))

34. Le scénario d'une ECA améliorée comprendrait l'ajustement de la plupart des caractéristiques essentielles et donnerait naissance à une Commission à vocation plus technique, grâce à un ordre du jour et une organisation des travaux mieux adaptés aux débats et permettant des échanges plus centrés et plus spécialisés, favorisant une participation plus importante, une véritable appropriation et un engagement plus forts de la part des délégués.

35. Dans ce scénario, la composition du Comité exécutif ne changerait pas et il serait toujours l'interlocuteur du Secrétariat de la FAO auprès de l'ECA, de l'ERC et des consultations informelles, pendant les périodes intersessions.

Encadré 2. Caractéristiques d'une ECA améliorée

Caractéristique	Description
<i>Ordre du jour des sessions</i>	Principalement technique, les points programmatiques de l'ordre du jour sont abordés à titre exceptionnel.
<i>Organisation des travaux pendant les sessions</i>	Présentations effectuées par des conférenciers d'honneur en séance plénière, débats d'experts, groupes de travail consacrés au partage d'expériences.
<i>Profils des délégués</i>	Efforts dans le sens d'une continuité de la participation des ministères de l'agriculture et organismes connexes, sur le long terme.
<i>Rôle du Comité exécutif</i>	Coordination et soutien apportés à l'ECA, à l'ERC et aux consultations informelles.
<i>Composition du Comité exécutif</i>	Essentiellement composé de représentants permanents, avec une participation plus forte et plus systématique des pays du Programme.
<i>Programmation des sessions</i>	Annuelle, en alternance avec la Conférence régionale pour l'Europe.
<i>Durée</i>	2-3 jours.